

**Ghassan Salamé,
spécialiste du monde arabe**

■ Pour un pacte démocratique

Ghassan Salamé est directeur de recherches au CNRS. D'origine libanaise, il est spécialiste du monde arabe. Il vient de diriger *Démocraties sans démocrates, politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique* (Fayard).

— La démocratie vous paraît-elle un avenir envisageable pour le monde arabe ?

● Oui. A condition de la considérer davantage comme le fruit involontaire d'un pacte entre groupes sociaux rivaux que comme la victoire de forces démocratiques modernes. C'est un mécanisme plus que l'incarnation de valeurs. La démocratisation a plus de sens aujourd'hui dans le monde si on l'envisage comme un instrument pour la paix civile, pour la résolution des conflits, un véhicule pour des transitions sociales, urbaines, et économiques difficiles plutôt que comme un système idéal porté par le zèle missionnaire plus ou moins sincère des pays démocratiques.

Le problème n'est pas de soutenir, ici ou là, les militants de la liberté. Car c'est par exemple un non sens de présenter les partisans du régime actuel en Algérie comme des démocrates. C'est un régime militaire sanglant qui n'a rien de démocratique et qui est sans doute bien moins démocratique que ses propres ennemis. Je préfère poser la question sous la forme suivante : ne peut-on pas convaincre le FIS et le régime algérien qu'un pacte pré-démocratique est le meilleur moyen de sortir de l'impasse ?

La démocratisation de la région, là où elle aura lieu, sera à mes yeux le résultat d'une sorte d'arrangement institutionnel organisant le partage du pouvoir entre forces rivales et permettant d'éviter ou de mettre fin à une guerre civile. Les accords de Taëf* au Liban, la charte nationale en Jordanie sont des exemples de ce type d'accords.

— Il s'agirait donc plus d'un mariage de raison que d'un mariage d'amour ?

● Exactement. Le système démocratique a pour principal attrait d'être le seul à même d'organiser un partage pacifique du pouvoir dans une société où aucun groupe ne peut vraiment dominer. Or, les jours des régimes autoritaires sont comptés au Proche-Orient. Parce qu'ils sont extrêmement fragilisés par

le phénomène mondial d'érosion de l'Etat. Le douanier sera de plus en plus concurrencé par le contrebandier et le militaire par les milices privées, l'appareil de protection sociale défaillant sera remplacé par des mouvements caritatifs, religieux ou non, et des solidarités fondées sur des identités anciennes.

L'Etat arabe s'affaiblit ainsi de lui-même avant d'être véritablement contesté. Car les régimes en place ne parviennent plus à assurer tous les services sociaux que la population attend d'eux pour prix de son calme politique : la scolarisation, l'hospitalisation, le transport, le travail, etc. La population devient donc moins passive, et commence à contester l'ordre établi sans être nécessairement menée par des forces politiques démocratiques.

« Il y a une troisième voie entre des Etats autoritaires et le chaos. »

cratiques. Elle est au contraire largement dépolitisée. Et ce sont donc souvent des forces tribales, ethniques, ou religieuses qui canalisent l'insatisfaction populaire.

— Ce qui laisse peu de chances à un arrangement démocratique...

● La libéralisation politique sera au Proche-Orient un processus très long. Mais si on voit la démocratie moins comme le fruit d'un idéal universel que comme celui d'une négociation, il n'y a aucune raison de désespérer. Il faut défendre dans ces sociétés l'idée qu'il existe une troisième voie entre des Etats excessivement autoritaires — qui monopolisent le pouvoir politique, le pouvoir économique, le contrôle social, la production de la culture — et l'anarchie, le chaos, la « somalisation ». Et cette troisième voie est d'allure démocratique parce qu'elle passe par un pacte institutionnel entre des forces multiples. Mais la démocratie n'est pas un but en soi. L'organisation d'élections pluralistes n'est qu'un moyen de parvenir à cette troisième voie entre la dictature devenue impossible et le chaos devenu généralisé. Paradoxalement, la modernité exige ce genre d'arrangements.

La modernité, ce n'est pas la laïcité et la négation des relations tribales, ethniques ou confessionnelles, mais au contraire leur reconnaissance et la tentative courageuse de les organiser. C'est ça la démocratie possible, une démocratie instrumentale, une démocratie qui ne nie pas les acteurs principaux, notamment les islamistes, mais les intègre. Malheureusement, les acteurs mettent du temps à comprendre qu'on ne peut pas simplement remplacer un Etat autoritaire défaillant par un autre Etat autoritaire. L'Etat FIS idéal, c'est l'Etat FLN dirigé par le FIS. L'Etat idéal de l'opposition irakienne, c'est l'Etat de Saddam Hussein, mais dirigé par l'opposition. Les forces alternatives sont prisonnières du modèle d'Etat qu'elles contribuent à renverser.

— Une démocratie basée sur la communauté est donc plus vraisemblable qu'une démocratie basée sur la citoyenneté ?

● Il faut tenir compte des réalités. Si les forces en présence sont structurées par des idées politiques ayant dépassé le stade des affiliations traditionnelles, l'idée de pacte reste opérationnelle. C'est le cas du Maroc, où le débat est politique, et non ethnique ou religieux. Mais là où les solidarités traditionnelles constituent encore le principal clivage social, il faut les prendre en considération. La reconnaissance du pluralisme communautaire ou confessionnel peut même favoriser à terme la reconnaissance du pluralisme politique. Apprendre à vivre avec quelqu'un qui n'est pas comme nous peut apprendre à vivre avec quelqu'un qui ne pense pas comme nous.

— Quels sont à votre avis les pays les mieux placés pour conclure le type de pactes dont vous parlez ?

● La zone qui va de Marrakech au Bangladesh testera une mosaïque politique, faite de monarchies attardées, d'Etats dirigistes qui auront réussi à sauver leur peau, de pays en pleine guerre civile, d'autres dirigés par des islamistes, certains enfin qui auront fait ce pacte dont nous parlons. Cet arrangement me paraît d'ailleurs plus probable dans des pays qui sont déjà dans l'impasse. L'Irak, le Soudan, le Yémen ou l'Algérie sont en train d'expérimenter, dans la douleur, l'impossibilité de maintenir le pouvoir d'antan, ou de le remplacer par un pouvoir semblable. Voilà des pays où la conscience de l'impasse fait du chemin. Combien de milliers de morts faudra-t-il encore pour que cette conscience soit opérationnelle ? Je ne sais pas.

Propos recueillis par S.T.

* Réunis en Arabie Saoudite, les députés libanais signent le 22 octobre 1989 les accords de Taëf, une sorte de charte nationale de réconciliation qui réduit les pouvoirs du président maronite au profit du premier ministre musulman sunnite et du président chiite du Parlement.